

[Après avoir répondu de façon générale](#), en incluant les préoccupations légitimes de nos concitoyens au sein du programme de l'EBR-T, il est donné ici des réponses précises au questionnaire envoyé par l'association BIZI.

1) De quel objectif de limitation de la température moyenne à la surface de la terre par rapport à la période pré-industrielle (1850), êtes-vous partisan à l'horizon 2100 (en degrés celsius) ?
Encore une fois, l'approche de l'EBR-T est systémique et radicale ; cet objectif de limitation n'a pas de sens, car c'est depuis plus de 20 ans que nous aurions dû supprimer et non accorder le « droit de polluer ». Appliquons dès maintenant un objectif zéro, à défaut de pouvoir revenir immédiatement en arrière. C'est avec l'application d'un programme de société transversal et rigoureux que nous pourrions inverser la tendance.

Cette réponse est valable aussi pour la question n°2. Tous les modèles en terme de projection montrent une chose : c'est qu'on ne sait pas prédire au-delà du seuil des deux degrés avec certitude et que tous les scénari sont possibles. Paradoxalement, un réchauffement climatique peut aussi provoquer un début d'ère glaciaire avec l'arrêt du Gulf Stream du à la désalinisation des océans, conséquence de la fonte des globes. Il y a déjà eu des précédents et les « carottes » glaciaires prélevées depuis plusieurs années sont là pour nous le prouver.. Dans le doute scientifique, on s'abstient... de toute augmentation et on applique immédiatement les mesures de réduction.

2) Pour contribuer à atteindre cet objectif, quels objectifs de limitation des émissions de gaz à effet de serre la France devrait-elle se fixer, et défendre pour l'Union Européenne (par rapport à l'année 1990) : à l'horizon 2020 et à l'horizon 2050.
Voir réponse précédente. Appliquons enfin un vrai programme écocitoyen comme nous le proposons au sein d'une EBR-T.

3) Êtes-vous favorable à l'instauration d'une telle Contribution Climat Energie à l'échelle de la France ?
Paradoxalement, notre réponse est négative, car simplement nous sommes contre le droit de polluer ! L'urgence climatique et environnementale dans laquelle notre planète se trouve ne souffre pas de compromis, pourtant devenu un « cheval de bataille » incontournable, même pour des organisations écologiques !

4) Êtes-vous favorable à l'adoption d'une telle loi de sortie progressive et complète du nucléaire ?
Oui, sans appel et avec sortie de toutes les énergies fossiles telles que pétrole et gaz.

5) Seriez-vous prêt-e à interpellier le gouvernement espagnol qui veut prolonger jusqu'en 2019 la centrale de Garoña malgré son caractère obsolète et de nombreux incidents ?
 Oui

6) Appuieriez-vous l'élaboration d'un Plan Climat-Energie Territorial à l'échelle du Pays Basque nord ?
Oui, mais ce type de plan et d'initiative doit être la règle au niveau national à titre d'exemple et transcender les territoires. Nous croyons à l'exemplarité en matière écologique afin de monter le possible de politiques radicales en la matière.

7) Appuiez-vous la mise en place d'un Observatoire de la Transition Energétique ?

Oui.

Nous préconisons en terme énergétique une approche autant planétaire que locale avec mise en place permanente de système d'observation et de contrôle de la demande et de l'offre qui doit en découler. Nous militons pour la notion « d'équilibre dynamique » en toute chose qui vise à trouver par le biais de l'application de méthodes scientifiques le ratio juste en terme d'énergie.

8) Êtes-vous favorable à l'instauration d'une obligation de rénovation pour le parc de bâtiments existants afin d'atteindre un seuil de 80 kWhep/m²/an pour les bâtiments à usage d'habitation (modulé selon la zone climatique et l'altitude) et de réduire la consommation en énergie primaire du parc tertiaire public et privé de 40% par rapport à la consommation de référence d'ici à 2020 en rénovant en priorité les bâtiments les plus consommateurs ?

Oui, mais nous voulons aller plus loin encore par la mise en place dans chaque secteur de notre société de « filières EBR-T » répondant à un cahier des charges obligatoires dont les principaux critères sont : durabilité, équilibre dynamique, transparence écologique et non-profit. Cette politique de « filières EBR-T » appliquée au secteur du logement permettrait de construire des logements dits « sociaux » sous la responsabilité publique en excluant la notion de profit et en maximisant la notion de rapport qualité/accession. Ceci concerne aussi bien sûr les rénovations.

Nous vous rappelons que pour nous l'énergie devrait être gratuite et gérée par domotique dans un souci d'efficacité énergétique.

9) Êtes-vous favorable au renforcement des dispositifs existants au niveau du logement social ?

Le logement « social » n'a pas de vraiment de sens dans une EBR-T, puisque toute la politique de l'EBR-T est à but social ! Il nous faut revoir, comme expliqué à la question 8, notre approche globale et systémique.

10) Êtes-vous favorable à l'adoption d'un schéma national d'infrastructures de transport sobre en carbone et en énergie reposant sur

a. L'abandon des projets routiers/autoroutiers et aéroportuaires. Au delà de leur impact écologique, les projets routiers et aéroportuaires du SNIT sont coûteux et inutiles, alors même qu'il existe des alternatives dans la plupart des cas. Ils doivent donc être abandonnés (la France est déjà largement en surcapacité autoroutière par rapport à la moyenne européenne : 41% de métrage d'autoroutes en plus par habitant).

b. La création d'un réseau national Intercités s'appuyant, en priorité, sur le réseau existant. La concentration du trafic ferroviaire sur un petit nombre d'itinéraires souvent surchargés laisse de côté toute une partie du territoire, mal desservie par des lignes peu fréquentées et dont souvent l'état se dégrade. Il est nécessaire de repenser l'évolution du réseau ferré, de le moderniser et de l'étoffer. Il faut un maillage fin et homogène du territoire, par opposition aux logiques centralisatrices du tout TGV (centrage sur les liaisons intermétropoles et passage par Paris).

c. Le sauvetage et le développement du fret ferroviaire qui, entre 2000 et 2010, a été divisé par deux en France pendant qu'il augmentait de 50% en Allemagne. Ce déclin se poursuit. L'actuel plan Fret SNCF organise l'abandon de 60% de l'activité wagons isolés (maillon essentiel pour assurer le fret ferroviaire répondant au mieux aux besoins des PME et du maillage fin du territoire), au mépris des objectifs de transfert modal. Pour relancer le fret ferroviaire, il faut améliorer la qualité du réseau ferré et relancer un service public ferroviaire de qualité passant par une quantité de volume. De plus, l'aide au transport combiné et à la création des plates-formes multimodales doit être renforcée de manière significative.

d. Le développement du transport par voie fluviale. Ce mode de transport émet 5 fois moins de GES et deux fois et demi moins de CO2 que le transport routier.

e. Une politique volontariste favorisant l'intermodalité dans le transport de personnes.

Non seulement national, mais aussi international. Je vous renvoie aux propositions sur les transports de l'EBR-T dans la première partie de notre réponse. J'y ajouterais que même le transport de marchandises serait gratuit avec transfert du personnel routier, après formation, vers la filière ferroviaire, maritime ou à mettre en place (technologie future comme le Maglev ou autres à inventer).

11) Êtes-vous partisan de la mise en place de moyens financiers adéquats et cohérents pour asseoir une politique de transport sobre en carbone et en énergie, en décidant notamment de :

- a. Faire payer aux transports leurs coûts complets (coûts externes, accidentologie, pollution, congestion...).**
- b. Mettre en place des mesures fiscales telles que la contribution climat énergie et l'éco-redevance km poids lourds ainsi que par la suppression des aides publiques privilégiant le secteur routier et aéroportuaire.**
- c. Supprimer toutes les exonérations de taxe et autres avantages fiscaux dont bénéficient le transport routier et aérien (comme l'exemption de taxe pour le kérosène qui représente 3,5 milliards d'euros par an).**
- d. Favoriser les modes de transports alternatifs à la route et à l'aérien :**
- e. Doter l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) des moyens nécessaires pour financer les alternatives à la route et à l'aérien en lui affectant une partie du produit de la contribution climat énergie ou d'autres taxes spécifiques sur le transport routier et aérien.**
- f. Augmenter le financement de la régénération du réseau ferroviaire et des transports en commun en site propre (TCSP): les engagements financiers annoncés dans le cadre du Grenelle sont insuffisants.**
- g. Mettre en place une fiscalité favorisant la pratique du vélo via l'indemnisation des frais pour les trajets domicile-travail réalisés à vélo comme cela se fait déjà en Belgique et aux Pays Bas.**

Notre approche ici est encore plus radicale et renvoie au programme de l'EBR-T qui se résume à quelques propositions simples : gratuité totale sauf autoroutes et aériens et suppression des partenariats public/privé. Nos explications précédentes ne nécessitent pas une redite ici.

12) Êtes-vous opposé-e à la création de la voie nouvelle LGV Bordeaux-Hendaye, et partisan de l'emploi d'une partie des fonds qui lui étaient destinés au développement des alternatives de proximité au tout routier (trains de proximité, bus, vélo, intermodalité...) ?
Oui.

13) Êtes-vous partisan de la création d'une Autorité Organisatrice des Transports unique en Pays Basque nord ?
Oui et sur tout le territoire.

14) Êtes-vous favorable à la mise en place d'un plan de reconversion pour accompagner ceux qui souhaitent passer de systèmes intensifs et industriels vers l'agriculture paysanne ou biologique ?
Là aussi, nous allons bien plus loin dans notre démarche avec la création d'un plan national agricole sans équivoque. Je vous renvoie aux propositions concrètes concernant l'agriculture et l'élevage :

- De notre indépendance alimentaire...
- De la création d'un grand plan national paysan et local...
- De la mutation de notre mono-agriculture vers une agriculture diversifiée et biologique...
- De la déclaration constitutionnelle que les sols, l'eau et l'air sont le bien inaliénable de tous...
- De la suppression des engrais, pesticides et insecticides...
- De la suppression du catalogue officiel des semences et des hybrides F1...
- De l'interdiction constitutionnelle de breveter le vivant...
- De l'interdiction des OGM...
- De l'utilisation de l'agrologie au sein de notre système agricole...
- De l'utilisation de la permaculture au sein de notre système...

De la suppression de l'élevage en batterie...
De la suppression des hormones de croissance, des antibiotiques à titre préventif dans l'élevage..
Du respect de la condition animale dans notre chaîne alimentaire...
De l'authenticité naturelle des aliments proposés à nos élevages...

15) Êtes-vous favorable à une politique de maîtrise des émissions de N2O en diminuant l'utilisation d'engrais azotés ?

Voir question précédente puisque là aussi nous sommes inscrits dans une démarche préservatrice, réparatrice et préventive.

16) Êtes-vous favorable à la reconnaissance officielle par l'Etat d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, qui promeut l'agriculture paysanne et durable en Pays Basque nord, et le versement de la quote-part lui revenant des financements publics et de la fiscalité allant actuellement en totalité à la Chambre d'Agriculture de Pau ?

Même si cette démarche semble légitime, elle est réductrice et étroite de vision dans le fait qu'elle revendique une « exception basque » : pour nous, tous les terroirs sont des exceptions et devront être appréhendés de la sorte. Nous sommes donc favorables à la généralisation de cette démarche et non à son exception !

17) Êtes-vous partisan de transférer la compétence de l'élaboration du PLU à l'intercommunalité, dans un premier temps en incitant financièrement les communes à transférer cette compétence à l'intercommunalité via, par exemple, un « bonus » dans les dotations globales de financement avant de rendre ce transfert obligatoire d'ici 3 à 5 ans ?

Le problème ici est complexe, mais peut être résolu de façon simple. Deux entités dans une EBR-T : le pays et la commune avec simplification de la gestion du territoire en supprimant les départements et les régions dans leur aspect administratif. De fait, le plan national agricole s'interconnecte avec les plans locaux, tout comme l'aspect culturel ou l'urbanisme. Ici encore l'approche n'est pas de soutenir les spécificités locales ou intercommunales, mais de participer à un « vivre autrement » qui ne déroge à aucune règle que les citoyens auraient décidées en amont.

18) Êtes-vous partisan d'intégrer une véritable stratégie foncière dans le rapport de présentation du PLU ?

La stratégie foncière est avant tout pour nous un moyen d'arrêter le « bétonnage outrancier » au service d'intérêt privé, de développer l'installation agricole des particuliers dans le but d'indépendance alimentaire locale et nationale, de mettre en place un moratoire sur tous les projets détruisant l'environnement et d'encourager une création « individuelle » de l'autonomie énergétique. Dans ce sens oui, mais nous doutons que cela soit du ressort du PLU !

19) Plusieurs outils légaux et fiscaux existent pour favoriser la mise en place de cette stratégie foncière, souhaitez-vous les renforcer, notamment à travers la mise en place des PPEANP (Périmètre de protection des espaces agricoles et naturels périurbains) et du renforcement de la CDCEA ?

Oui pourquoi pas ? Mais là aussi, il nous semble du coup obsolète tous ces stratégies limitatives ou incitatives si l'ensemble du territoire a une politique claire et lisible au niveau national en la matière.

20) Appuieriez-vous le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans ?

Oui

21) Défendrez-vous de nouvelles avancées vers la réduction du temps de travail hebdomadaire et annuel ?

Oui. L'approche en la matière est surprenante par la plupart de nos concitoyens ! L'automatisation et les avancés technologiques sont pour tous un terrain favorable au chômage ou à la délocalisation dans une société de profit

(avec les disparités internationales fiscales et de niveau de vie). Nous pensons au contraire que plus notre technologie avancera plus elle devra être au service de l'humain. On constate que c'est son utilisation qu'il faut remettre en question et surtout que cette notion de profit et de croissance inhérente à notre système est devenue obsolète.

Le temps libre n'est pas du temps perdu et l'épanouissement personnel ne passe pas non plus par la consommation, la possession ou le divertissement abêtissant. Il nous faut réinventer une civilisation du travail pour une civilisation de « l'activité ».

22) Êtes-vous favorable à une loi contre l'obsolescence programmée des objets ?
OUI, OUI et encore OUI, ainsi que la notion de profit dans les filières de consommation. Paradoxalement, nous sommes incapables de concevoir la consommation sans profit ! Nous vous invitons à la réflexion en ce sens...

23) Êtes-vous partisan de légiférer de façon contraignante sur la réduction des déchets à la source ?
OUI. Cela est une condition nécessaire, mais non suffisante dans notre approche. Nous reparlons ici « d'équilibre dynamique » et il nous faudrait plus de temps et de place pour développer ici notre propos...

24) Êtes-vous favorable à la mise en place d'une redevance incitative afin d'encourager les comportements vertueux, de favoriser le réemploi, la réparation, le recyclage et le compostage ?
NON. Nous sommes favorables à une obligation, à défaut de prise de conscience immédiate de la portée de la problématique. Nous sommes favorables à ce que l'état mette en place les moyens et l'éducation pour un objectif premier de 80 % de recyclage de tous nos déchets.

25) Êtes-vous favorable à la mise en place généralisée de systèmes de collecte sélective "porte à porte" des déchets (plastique, verres, papiers, organiques etc. collectés séparément) ?
NON, car pas assez optimum en terme « énergivore » ! Plus que la collecte sélective, nous aimerions le « dépôt collectif » avec une véritable prise de conscience de nos concitoyens !